

Guy Hascoët, Secrétaire d'État à l'Économie solidaire de France, est allé plus loin, en insistant sur les liens étroits entre économie sociale et mondialisation : «On voit le droit international, à l'OMC [Organisation mondiale du commerce], se construire sans les peuples du Sud, sans se raccrocher aux obligations de l'ONU et de l'OIT [Organisation internationale du travail]», dénonçait M. Hascoët. «On n'a pas le droit de construire une logique de droit international qui contesterait la légitimité de ces populations à s'organiser pour faire naître une économie sociale», soutenait-il.

M. Hascoët peaufine présentement un projet de loi-cadre sur l'économie solidaire ainsi qu'un projet de banque solidaire. Les pays du Sud ne peuvent guère espérer un tel soutien de la part de leurs gouvernements, soumis aux diktats des institutions économiques internationales (Banque mondiale, FMI, OMC).

Au Sud, l'économie sociale joue un rôle primordial dans le développement local. Les femmes sont les plus nombreuses à prendre des initiatives, mais elles se butent au conservatisme et aux traditions. Il existe une «interrelation entre l'ordre économique néolibéral et l'ordre patriarcal», a établi le *caucus des femmes* pendant la rencontre. La déclaration finale du sommet a avalisé cette analyse et adopté le principe de la parité entre les hommes et les femmes dans les délégations internationales de l'économie sociale et solidaire.

Cette déclaration finale, *Résister et construire*, énumère les tâches à accomplir : diffuser des débats, des expertises et des savoir-faire dans les entreprises d'économie sociale; développer des relais pour ces expertises; inventer et supporter les réseaux nationaux et internationaux; contribuer à la lutte idéologique en faveur de l'économie sociale et solidaire, en particulier par une présence accrue dans des forums internationaux.

Un de ces forums, parmi les plus importants, sera celui de Porto Alegre, en



PHOTO GUNTHER GAMPER POUR LE GÉSO

**Le professeur Abdou Salam Fall, de l'Institut fondamental d'Afrique Noire, le 12 octobre, à Québec : «Nous n'attendons plus rien de l'économie néolibérale.»**

janvier 2002. Les représentants internationaux de l'économie sociale et solidaire entendent y jouer un rôle important dans la définition d'une *Autre mondialisation*, pour offrir une alternative valable au cycle de négociations commerciales internationales que veut lancer l'OMC à son prochain sommet, à Doha (Qatar).

Entre 1997 et 2001, le paysage de la mondialisation a beaucoup changé. La résistance s'est bruyamment manifestée à Seattle, Prague, Québec, Gênes. Le 1<sup>er</sup> Forum social mondial, à Porto Alegre, au Brésil, en janvier 2001, a conclu qu'une *Autre mondialisation*, celle de la solidarité, se dessine. Elle s'appuie entre autres sur l'économie sociale, plus respectueuse de l'environnement, du bien-être des populations et des cultures nationales. Il reste à lui donner un poids suffisant pour peser dans la balance.

«Nous sommes encore [considérés] sur les marges», a concédé Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l'économie sociale du Québec. Les comptabilités nationales ne tiennent pas compte de tous les éléments de la richesse collective. Chargé de mission du gouvernement français, l'économiste et philosophe Patrick Viveret a produit un rapport accueilli avec un vif intérêt sur de nouveaux indicateurs de richesse collective. Dans une conférence prononcée durant la rencontre, il a expliqué comment les institutions internationales utilisent des indicateurs économiques de plus en plus raffinés pour *piloter* les économies nationales (PNB, IDH, coefficient GINI, etc.). Ces indicateurs font plus de cas des cataclysmes naturels ou des destructions humaines que des progrès sociaux ou démocratiques. Une catastrophe écologique ou un accident routier mortel sont des «moteurs» de l'économie, parce qu'ils génèrent de dépenses, alors que la préservation d'un air pur, l'habitation sociale, le commerce équitable ou la bonne santé des populations ne font pas «rouler l'économie».

L'économie sociale et solidaire compte dans ses rangs quelques géants actifs depuis longtemps. La présence du Mouvement Desjardins et de l'Union des producteurs agricoles (UPA) a cependant étonné des délégués québécois, qui ne les attendaient pas là. Le secteur coopératif et le Mouvement Desjardins sont moins identifiés à l'économie sociale, au Québec, que leurs équivalents ailleurs dans le monde. Quant à l'UPA, elle est critiquée au Québec pour sa politique agricole productiviste. □



## En savoir plus

- [www.csmoesac.qc.ca/](http://www.csmoesac.qc.ca/)
- [www.uqah.quebec.ca/ries2001](http://www.uqah.quebec.ca/ries2001)
- Le rapport Viveret : [attac.org/fra/list/doc/viveret13.htm](http://attac.org/fra/list/doc/viveret13.htm)

**Le ministère de l'Industrie et du Commerce,  
partenaire des  
entreprises coopératives**

Industrie  
et Commerce

Québec 

[www.mic.gouv.qc.ca](http://www.mic.gouv.qc.ca)